

Quel est l'enjeu économique de la mer ? Sous l'angle durable, c'est la question posée par le Monaco Women for Finance (MWF) Institute lors de sa conférence de rentrée. Pour y répondre avec une approche macroéconomique, une scientifique co-auteurice du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), une consommatrice de la génération Z, un représentant du monde des entreprises, un représentant du yachting, et un représentant de la finance ont débattu autour de la table. **PAR CLÉMENT MARTINET**

ÉCONOMIE DE LA MER : MÊLER ÉTHIQUE ET RENTABILITÉ À MONACO

La mer est le deuxième secteur d'activité humaine le plus important au monde, après l'agro-alimentaire. Elle génère plus de 1 500 milliards de dollars à l'échelle mondiale, selon l'OCDE, et plus d'un demi-milliard de personnes en vivent directement ou indirectement. Plus de trois individus sur cinq se sont rapprochés du littoral pour y vivre, et cela à moins de 150 kilomètres du littoral. À Monaco, la mer rassemble tout un écosystème initié par les actions du prince Albert II, entre les différentes institutions publiques, privées, scientifiques, et financières. Mais, économiquement, quel est l'enjeu pour tous ces acteurs ? C'est la question posée par l'équipe du Monaco Women for Finance (MWF) Institute à l'occasion de sa conférence de rentrée au Club des résidents étrangers de Monaco (Crem), modérée par la présidente du MWF, l'entrepreneure Patricia Cressot. Car pour mettre en œuvre des actions et des politiques écologiques, il faut bien souvent parler chiffres. Et dans ce tableau d'ensemble, une priorité s'impose d'emblée : la nécessité de préserver les océans et les fonds marins, coûte que coûte. Les réalités économiques et écologiques sont en effet bien plus corrélées qu'elles n'y paraissent, et « *ne pas agir coûtera plus cher à l'avenir que l'inverse* », comme l'a souligné la première intervenante de cette conférence, Nathalie Hilmi, res-

POUR METTRE EN ŒUVRE DES ACTIONS ET DES POLITIQUES ÉCOLOGIQUES, IL FAUT BIEN SOUVENT PARLER CHIFFRES. ET DANS CE TABLEAU D'ENSEMBLE, UNE PRIORITÉ S'IMPOSE : LA NÉCESSITÉ DE PRÉSERVER LES OCÉANS ET LES FONDS MARINS, COÛTE QUE COÛTE



La mer est le deuxième secteur d'activité humaine le plus important au monde après l'agro-alimentaire. Elle génère plus de 1 500 milliards de dollars à l'échelle mondiale, selon l'OCDE, et plus d'un demi-milliard de personnes en vivent directement ou indirectement.

pensable de l'économie environnementale du Centre scientifique de Monaco (CSM). Elle a aussi participé à la rédaction du dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

LA SCIENCE POUR PRÉVENIR, L'ÉCONOMIE POUR AGIR

« Pour mettre en œuvre des politiques adaptées, il faut faire le lien entre la science et l'économie », a souligné Nathalie Hilmi. Et c'est une docteure en sciences économiques, spécialisée en macroéconomie et en finance internationale, qui le dit. Pour que le décideur politique comprenne, il lui faut en effet des objectifs clairs et chiffrés. Surtout que trois fléaux sont à combattre aujourd'hui : la montée des températures, l'acidification des océans, et sa dé-oxygénation. Chacun de ces phénomènes provoque des réactions en chaîne, qui ont un impact direct sur l'activité humaine : « La montée des températures va provoquer des migrations de certaines espèces, qui vont s'éloigner des côtes, mais aussi se transformer et devenir plus petites. C'est un vrai problème pour les pays du sud, dont les populations subsistent à travers

la pêche, a expliqué Nathalie Hilmi. L'acidification va altérer certaines espèces, dont les mollusques qui verront leurs coquilles se dissoudre, alors que la dé-oxygénation fera tout simplement disparaître des espèces marines. » Mais il ne faut pas compter que sur les décideurs politiques et les institutions gouvernementales pour agir. Si l'économie peut subir les dérèglements de l'environnement et de l'activité humaine, elle peut aussi apporter des solutions, notamment à l'initiative des consommateurs, capables d'être acteurs. C'est l'idée qu'Inès Bensalah, artiste designer, entrepreneure de la principauté, et conférencière, a mis en avant à l'occasion de cette conférence : « La mer est comme la mère nourricière. Pour le faire comprendre, il faut une connexion émotionnelle sur laquelle le consommateur et l'entrepreneur vont faire un choix. Nos choix sont basés sur l'émotionnel et sur l'instinct, sur la volonté de s'intégrer et d'appartenir à quelque chose. Or, nous appartenons déjà à cette Terre. Il est important de ressentir ce lien pour se sentir engagé. Le consommateur doit comprendre pourquoi il doit aimer cette Terre et la protéger. » Cela passe par des choix, et par des tournants, pour cette entrepreneure spécia-



© Photo DF

Parmi eux, Stéphane Desverney, Inès Bensalah, Julien Le Marrec, Nathalie Hilmi et Alexander von Stein ont présenté leurs points de vue.

lisée dans la mode durable : « On veut créer de l'engagement en impliquant émotionnellement les gens. Créer un avenir éco-conscient englobe des valeurs éthiques et responsables de bienséance et de respect de l'autre, qui enclenche naturellement le respect de la nature et de la mer. On sait que la "fast-fashion" [la mode rapide — NDLR] consomme énormément d'eau. Mais avant de la contourner, il faut trouver un entre-deux, sans tomber dans l'éco-anxiété. On commence à son échelle, d'abord par l'éthique et l'éducation. » Par l'émotion, le consommateur peut agir en faveur de l'environnement. À défaut, sans lien d'appartenance, il peut aussi fuir à l'opposé les réglementations qui imposent la transition

« NE PAS AGIR COÛTERA PLUS CHER À L'AVENIR QUE L'INVERSE »

NATHALIE HILMI. RESPONSABLE DE L'ÉCONOMIE ENVIRONNEMENTALE DU CENTRE SCIENTIFIQUE DE MONACO (CSM) ET CO-AUTRICE DU DERNIER RAPPORT DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT (GIEC)

énergétique et durable. C'est ce qu'observe Alexander von Stein, expert maritime et consultant dans l'univers du yachting chez Trustconsult.

RÉGLÉMENTER SANS EXCÈS ?

L'économie du yachting pèse plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires et 10 000 emplois rien que dans la région Sud, selon une étude réalisée par le cabinet Earthcase. À Monaco, selon l'Institut monégasque de la statistique et des études économiques (IMSEE), cela représentait 750 millions d'euros et 1 500 personnes en 2017, année de la dernière étude en date. Le marché de la grande plaisance est en plein essor, mais il reste aussi très gourmand en énergie, si bien que la question de la soutenabilité de cette filière devient incontournable. Cependant, le passage vers un modèle de plaisance plus propre et moins consommant est loin d'être simple, selon cet expert : « Des milliards de dollars sont investis dans le développement de nouvelles technologies, mais ce sont les propriétaires qui sont à l'origine de ces "impulses" [ces impulsions — NDLR]. L'enjeu économique est énorme, et c'est justement pour cette raison qu'il ne faut pas les faire fuir de nos côtes en menant des

politiques incohérentes, a-t-il prévenu. Sur l'aspect environnemental, on entend tout et n'importe quoi. Selon les juridictions, on ne sait pas où mettre les pieds. On veut miser sur l'hydrogène ou le fuel synthétique, mais où sont les infrastructures aujourd'hui? C'est très bien d'avoir un yacht qui fonctionne avec cette énergie, mais il y a encore trop peu d'installations pour le remplir. Donc cela crée énormément de frustrations. » Et l'électrique? « Cela peut marcher sur certains types de voiliers ou de catamarans, mais on se destine plutôt vers un mélange de technologies, de type propulsion gazoil-électrique, avec des petits moteurs qui génèrent des gros générateurs. » Et le solaire? « C'est surtout pour alimenter les systèmes dans les bateaux, mais ce n'est pas encore suffisant pour assurer la propulsion des bateaux au-delà de 24 mètres. » Le développement des technologies dites « propres » prend du temps et Alexander von Stein estime que les réglementations doivent s'adapter aux réalités du marché, sous peine de perdre une importante manne financière en Côte d'Azur: « Les propriétaires vont et viennent là où la législation est la plus souple, comme les Caraïbes en ce moment. On a également vu énormément de bateaux rester aux États-Unis, car la législation y était plus souple qu'en Europe. » Ce n'est pas tout: « La politique peut affecter l'industrie. On a vu la même chose avec les mesures contre le blanchiment et le financement du terrorisme: personne à Monaco n'a compris pourquoi le secteur du yachting était visé. Des fiscalistes et des conseillers travaillent régulièrement avec les clients, tout est déjà traçable. Mais, d'un coup, on a estimé qu'il y avait un problème. Il faut se mettre en ordre sérieusement, avant que les choses ne tournent mal. » Pour se transformer, les entreprises ont aussi besoin d'investissements et d'accompagnements vers une véritable stratégie responsabilité sociétale des entreprises (RSE) dans leur modèle économique.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES, ET INVESTIR

« Pour les petites entreprises comme pour les grands groupes, il est important de définir une véritable stratégie RSE. Bien souvent, quand on consulte et qu'on échange avec les directions, on remarque qu'elles ont déjà mené beaucoup d'actions. Elles font des choses, mais elles ont tendance à croire un peu vite que c'est suffisant, alors qu'une stratégie d'ensemble va leur permettre d'aller plus loin. » Julien Le Marrec, « managing director » chez Deloitte Monaco, un cabinet de conseil monégasque, accompagne des entreprises de la principauté, mais aussi des organisations publiques pour faire évoluer leur modèle économique vers des stratégies de développement durable et de lutte contre le blanchiment de capitaux. Selon lui, il est important de réaliser un premier diagnostic, « un point sur l'existant », puis de regarder ce que font les pairs dans le secteur, et enfin d'écouter le consommateur, les prestataires, et les salariés, pour en faire un bilan. De manière générale, il faut, selon

LE DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DITES « PROPRES » PREND DU TEMPS ET, ALEXANDER VON STEIN ESTIME QUE LES RÉGLEMENTATIONS DOIVENT S'ADAPTER AUX RÉALITÉS DU MARCHÉ, SOUS PEINE DE PERDRE UNE IMPORTANTE MANNE FINANCIÈRE EN CÔTE D'AZUR: « LES PROPRIÉTAIRES VONT ET VIENNENT LÀ OÙ LA LÉGISLATION EST LA PLUS SOUPLE, COMME LES CARAÏBES EN CE MOMENT »

lui, « de meilleures pratiques sectorielles, et dresser une feuille de route avec des actions rapides pour faire progresser Monaco. Les entreprises doivent revoir de fond en comble leur manière de produire et d'acheminer leurs marchandises, et s'imposer certaines règles, sans passer par des obligations légales. » Cependant, sans réglementation, existerait-il autant d'engouement pour la finance durable? En 2023, les fonds durables mondiaux ont attiré 18 milliards de dollars de capitaux nets au deuxième trimestre, et plus de 31 milliards de dollars au trimestre précédent. Et cela, malgré l'inflation persistante et la hausse des taux d'intérêts. Cette réglementation semble en effet nécessaire, alors que les investisseurs ont du mal à y voir clair parmi tous les labels existants, et contradictoires [à ce sujet, lire notre article *Finance durable: du "greenwashing" dans le lot, et alors?*, publié dans ce dossier spécial — NDLR]. Difficile de choisir ses outils aujourd'hui: « Comme pour l'alimentaire et le bio, les labels créés sont multiples et ils ne sont pas tous de qualité, a expliqué le dernier intervenant de cette conférence, Stéphane Desverney, patron du gestionnaire de fortune Pleion Partners Monaco. De notre côté, nous privilégions le label ISR, qui est l'un des rares qui impose l'audit d'un cabinet indépendant, afin de s'assurer que tout est compatible avec sa délivrance. Mais il faut aussi savoir que la plupart des produits d'investissement mettent à disposition une annexe du règlement SFDR [pour "Sustainable finance disclosure regulation" — NDLR] qui décrit comment est abordé l'investissement ESG. » Reste une règle d'or en économie bleue, comme en économie verte: s'intéresser aux thématiques durables. Car, si la performance n'y est pas opposée, la finalité consiste à améliorer les pratiques, pour préserver la biodiversité.

martinet.monacohebdo@groupecaroli.mc

×@MartinetClem